

**SITUATION DES ENTREPRISES  
ET MÉDIATION DU CRÉDIT  
CONFÉRENCE DE PRESSE DU 30 JANVIER 2023**



BANQUE DE FRANCE - MÉDIATION DU CRÉDIT

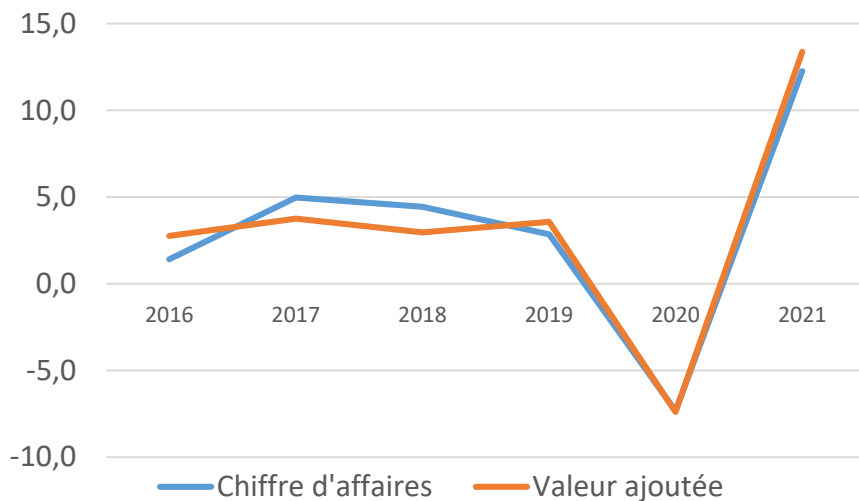
# **LA SITUATION DES ENTREPRISES**

## **2021 - 2022**

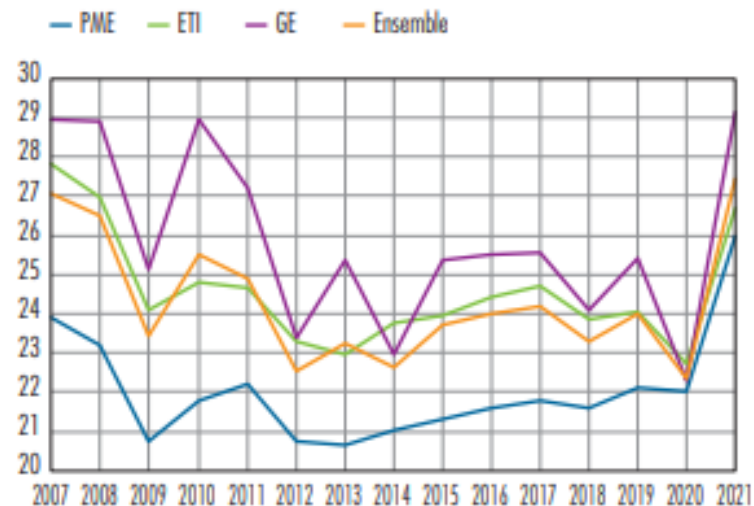


# APRÈS DEUX ANNÉES DE CRISE SANITAIRE, DES ENTREPRISES FRANÇAISES TOUJOURS RÉSILIENTES À FIN 2021

## Variation du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée des entreprises (en %)



## Evolution du taux de marge (EBE/VA) en %

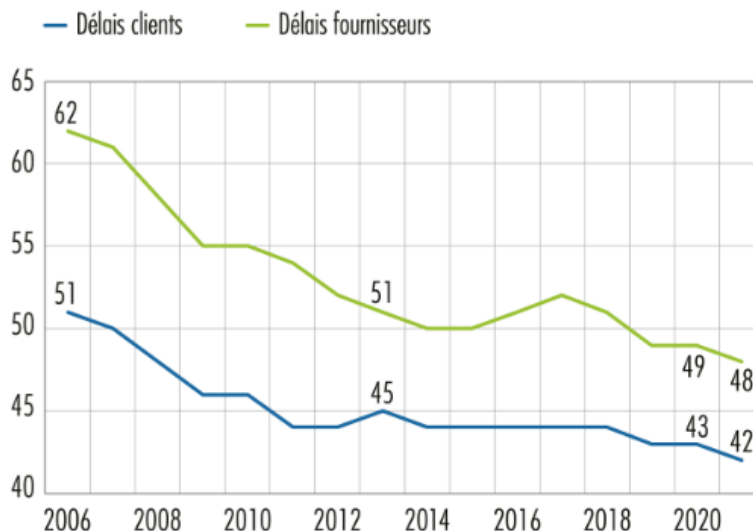


Champs: 363 000 UL, regroupées en 241 000 entreprises au sens de la LME  
 Source: BdF, FIBEN, données disponibles à fin octobre 2022

# APRÈS LA COVID-19, LES DÉLAIS DE PAIEMENT SONT REPARTIS À LA BAISSÉ EN 2021

## Les délais de paiement en France (2006-2021)

(délais clients en jours de chiffre d'affaires, délais fournisseurs en jours d'achats)



Source : Banque de France, base FIBEN (données à fin octobre 2022).

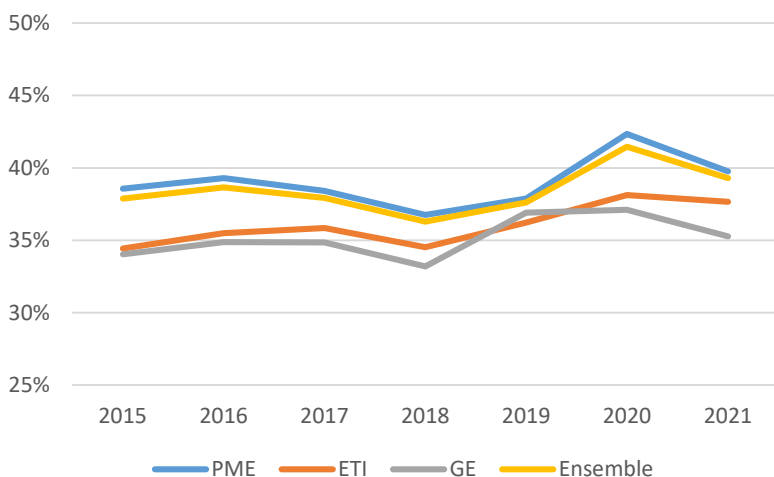
- En 2021, via les retards de paiement, les grandes entreprises captent 4 jours de chiffre d'affaires (16 GEUR) de trésorerie indue.
- En 2022, surveillance accrue des comportements de paiement des entreprises : près de 10% des entreprises ciblées ont vu leur cotation dégradée pour retards de paiement non justifiés.

# FIN 2021 : GLOBALEMENT LES ENTREPRISES ONT PRÉSERVÉ LEUR CAPACITÉ DE REMBOURSEMENT

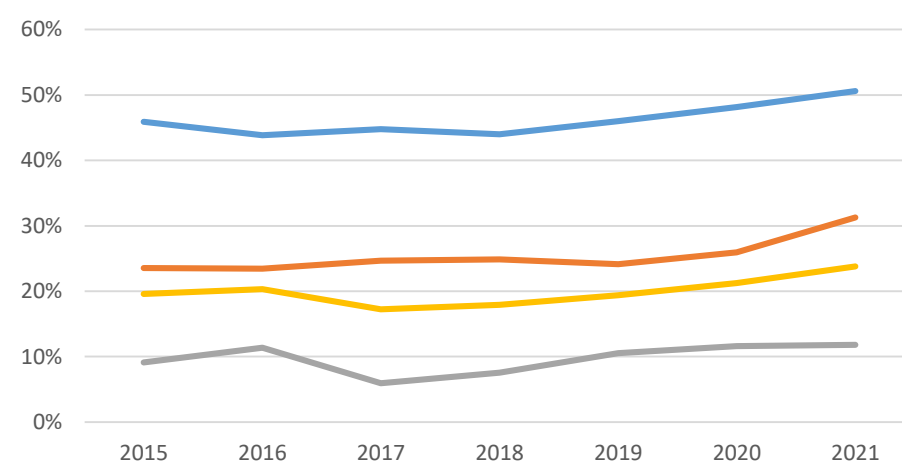
- La « cotation » (*rating*) Banque de France apprécie la capacité d'une entreprise à faire face à ses engagements financiers à un horizon de 3 ans

## Poids des bilans cotés 5+ à 9 (« non éligibles ») dans l'ensemble des bilans cotés BDF

a) En % des unités légales

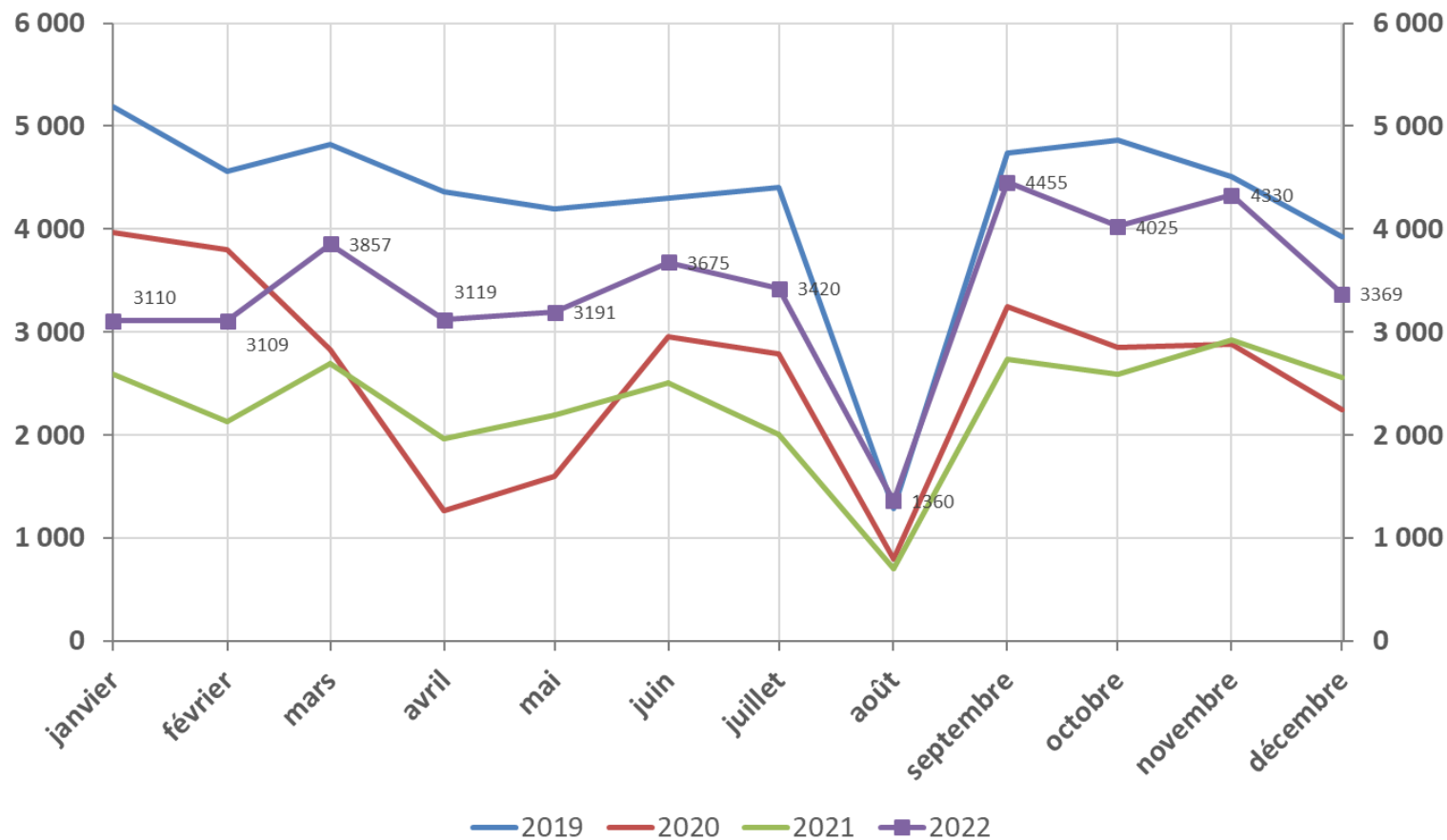


b) En % des dettes bancaires, obligataires et crédit-bail



- Les performances 2021, un atout pour affronter les défis 2022 : guerre en Ukraine, flambée des prix de l'énergie et tensions sur les approvisionnements**

# EN 2022 : NORMALISATION DU NOMBRE DE DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES



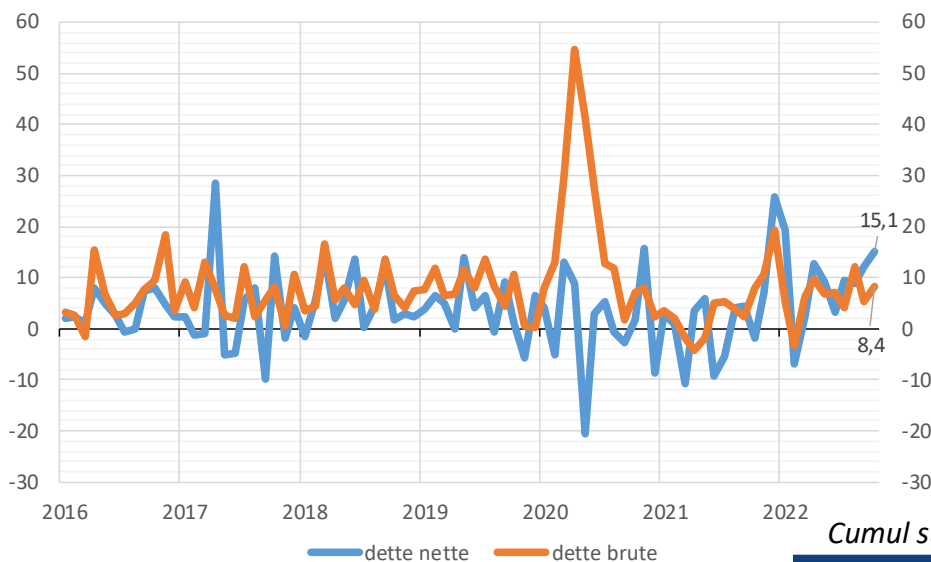
Source : Banque de France, Direction des Entreprises. Données disponibles début janvier 2023.

Note de lecture : Données définitives jusqu'à fin novembre 2022, provisoires pour décembre 2022.

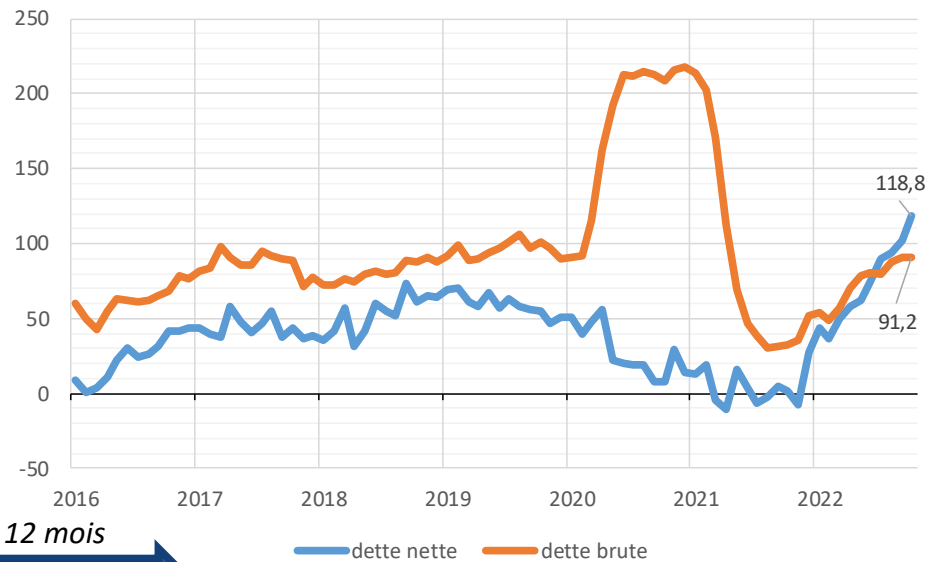
# 2022 : LA DETTE NETTE DES ENTREPRISES FRANÇAISES S'ACCROIT DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE

Flux mensuels CVS, en Mds€

Flux sur 12 mois (cumul de flux mensuels CVS), en Mds€

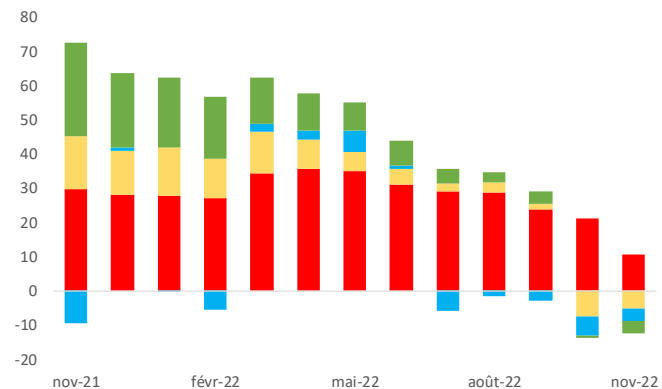
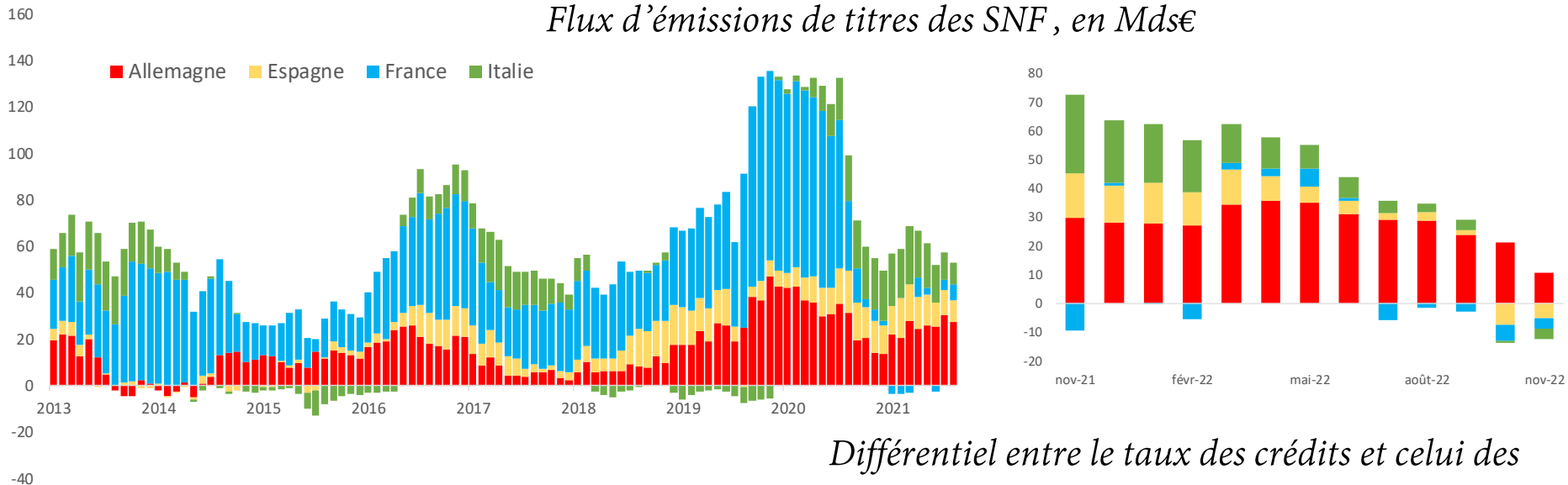


Cumul sur 12 mois →

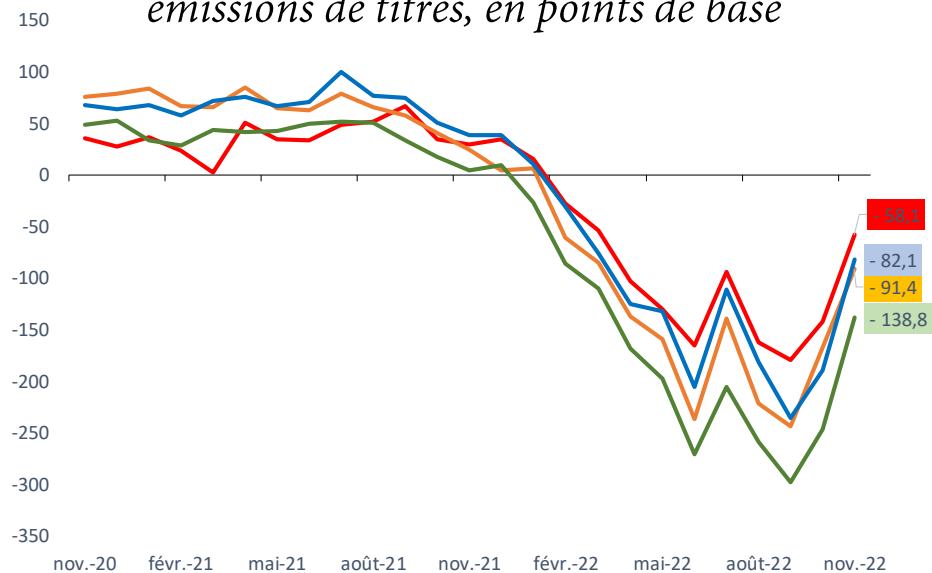


# POLITIQUE MONÉTAIRE : HAUSSE DU COUT DES ÉMISSIONS DE DETTE ET MOINDRE RECOURS À CE CANAL DE FINANCEMENT

*Flux d'émissions de titres des SNF, en Mds€*



*Différentiel entre le taux des crédits et celui des émissions de titres, en points de base*



**Phénomène de substitution :**  
**la hausse du crédit bancaire fait plus que compenser la baisse du recours au émissions obligataires**  
**=> Le financement de l'économie demeure dynamique**

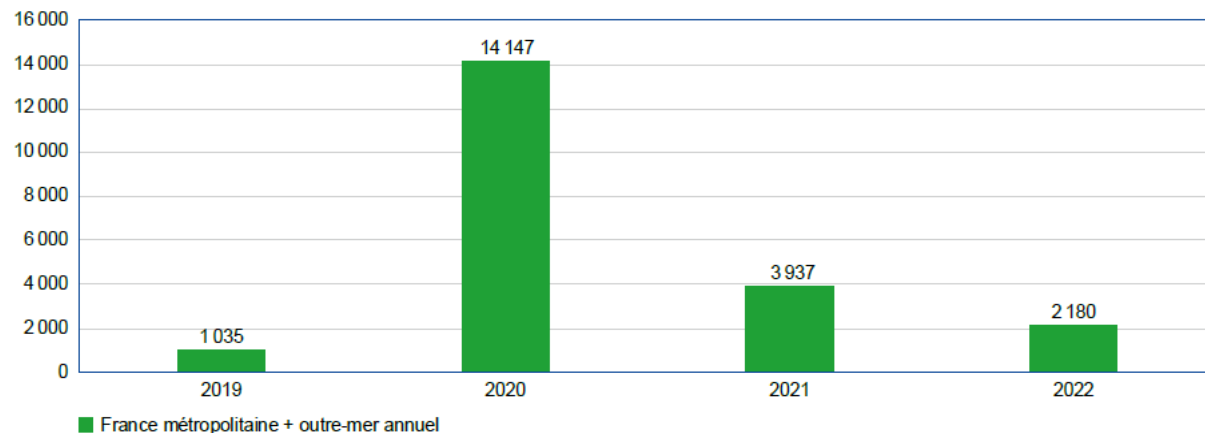


# LA MÉDIATION DU CRÉDIT EN 2022

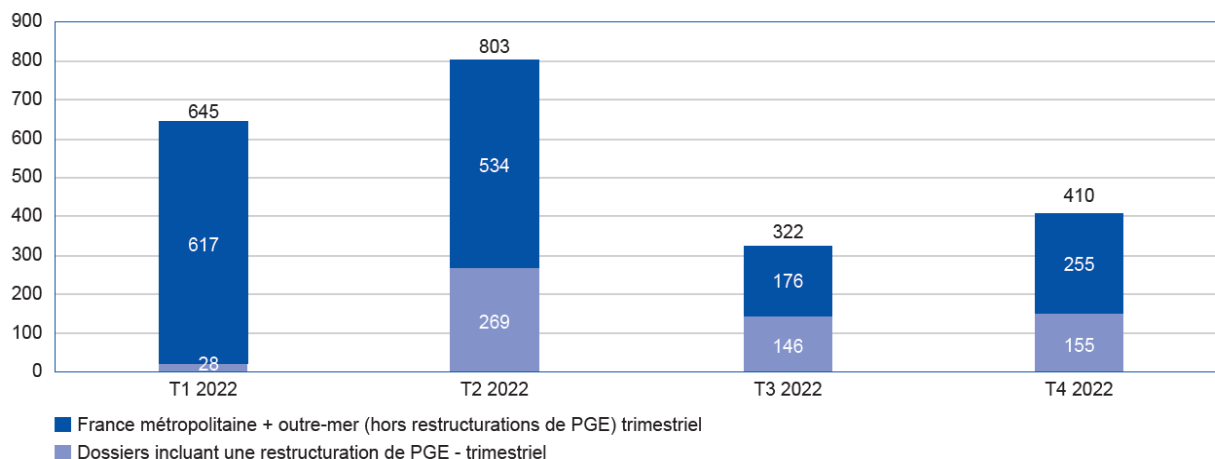


# 1. EN 2022, UN RECUIL DES SOLLICITATIONS DANS UN CONTEXTE DE RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

## Évolution pluri-annuelle du nombre de dossiers éligibles



## Évolution trimestrielle du nombre de dossiers éligibles en 2022



2022  
Un repli de 45% des  
demandes de  
médiation



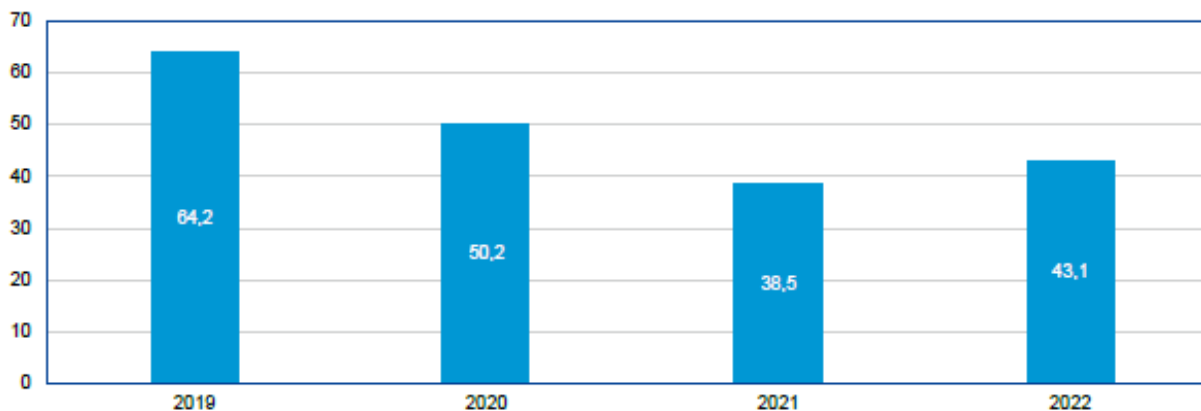
T3 2022  
Des taux encore  
élevés d'obtention  
des crédits  
(73 % des TPE et 83  
% des PME pour les  
crédits de  
trésorerie)

# 1. EN 2022, UN RECUIL DES SOLLICITATIONS DANS UN CONTEXTE DE RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

- Des évolutions significatives entre 2019 et 2022 en termes d'éligibilité (51% vs 66%) et de succès

**Taux de succès annuel de la médiation du crédit**

(en pourcentage)

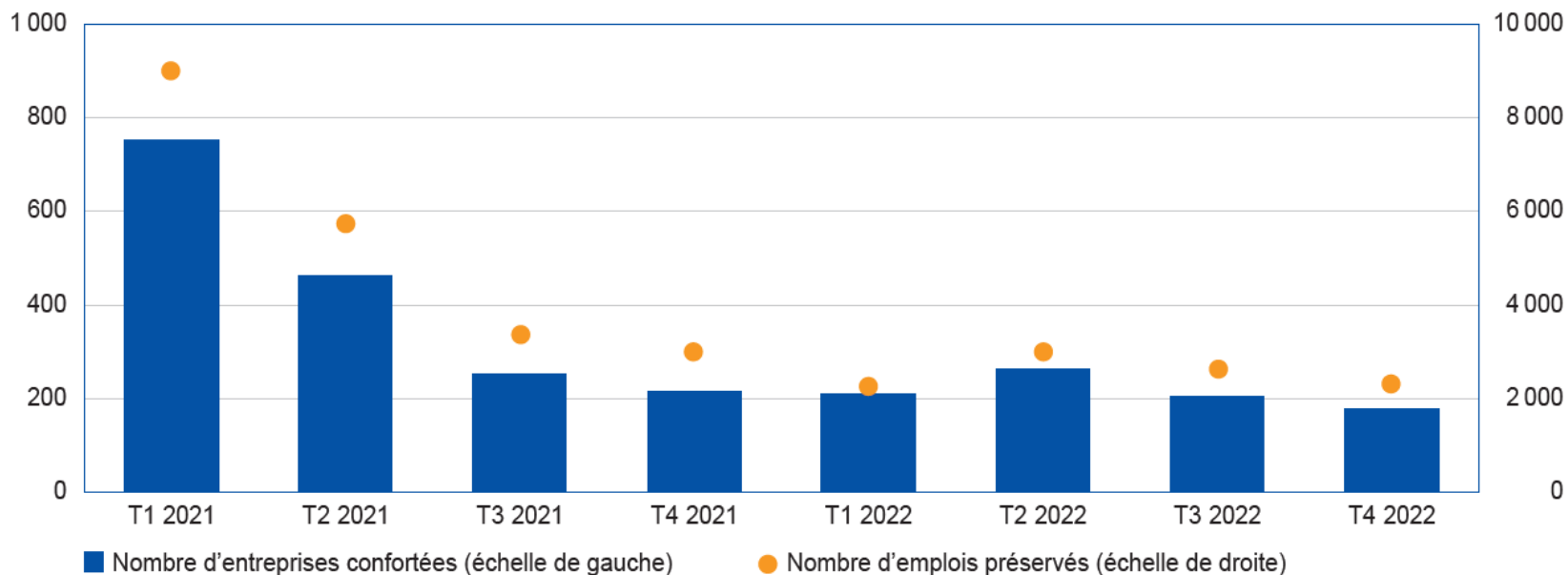


- Effets conjugués de la situation plus dégradée des entreprises qui saisissent la médiation et de la normalisation des pratiques d'acceptation après la période Covid (capitaux propres négatifs)

# 1. EN 2022, UN RECUIL DES SOLLICITATIONS DANS UN CONTEXTE DE RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE

Majoritairement (78%) des TPE / Secteurs des services (52 %) du commerce (22 %) ou du bâtiment (13 %)

## Nombre d'entreprises et d'emplois préservés

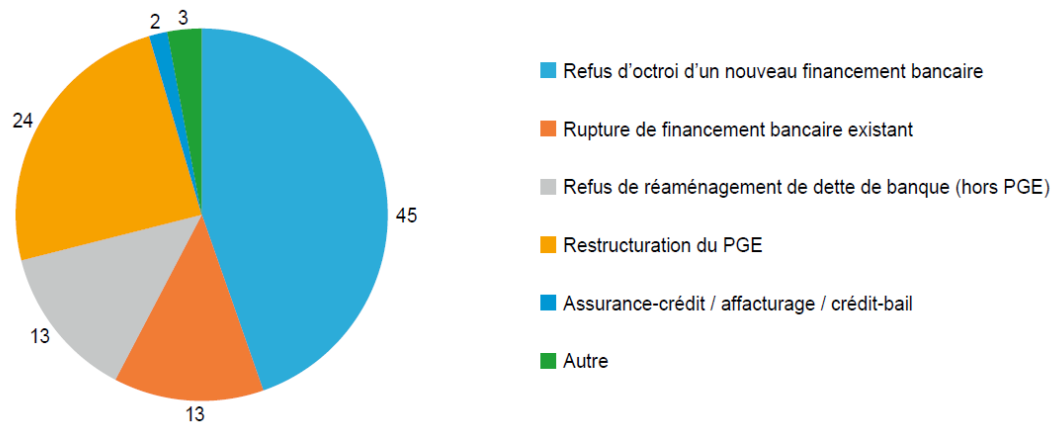


## 2. DES DEMANDES DE RESTRUCTURATIONS DE PGE LIMITÉES CARACTÉRISTIQUES DES SAISINES

- En 2022, 598 demandes éligibles (dont 60% transmises par les CDSC)

### Répartition des dossiers acceptés par problématique

(en pourcentage)

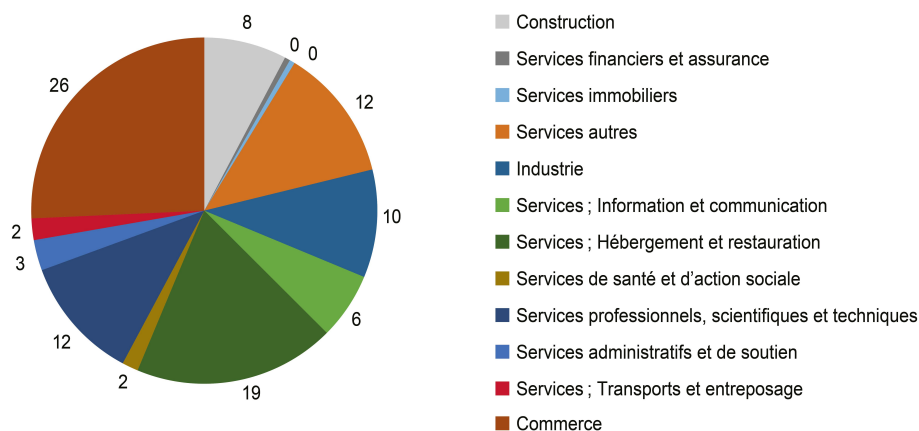


- Pas de difficultés significatives de remboursement des PGE
  - 95% des PGE remboursés sans difficultés
  - 40 milliards d'euros déjà remboursés sur 143 milliards octroyés (dont 106 à des TPE)

## 2. DES DEMANDES DE RESTRUCTURATIONS DE PGE LIMITÉES CARACTÉRISTIQUES DES SAISINES

### Répartition par secteurs économiques des dossiers éligibles pour restructuration de PGE

(en pourcentage)



### Répartition par région des dossiers de médiation avec restructuration et des PGE octroyés

Région	Nombre de dossiers avec restructuration de PGE (en %)	Nombre de PGE octroyés (en %)
Île-de-France	29,8	21,1
Nouvelle-Aquitaine	15,4	9,9
Auvergne-Rhône-Alpes	14,9	13,2
Occitanie	8,7	10,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8,2	10,9
Bourgogne-Franche-Comté	3,8	3,7
Grand Est	3,2	6,9
Normandie	3,2	3,5
Centre-Val de Loire	3,2	3,0
Pays de la Loire	3,0	4,2
Bretagne	2,7	3,9
Hauts-de-France	2,0	6,0
Corse	1,2	1,0
Outre-mer	0,8	2,6



## 2. DES DEMANDES DE RESTRUCTURATIONS DE PGE LIMITÉES ISSUES DES DOSSIERS

- **262 accords (44 %)**
  - Répartition sectorielle quasi identique à celle des demandes de restructuration éligibles
- **110 échecs (18 %)**
  - Absence de besoin avéré (demande de « confort »)
  - Refus des banques de renégocier les autres prêts bancaires
- **119 en cours de médiation (20 %)**
- **107 réorientés en cours de procédures (18 %)**



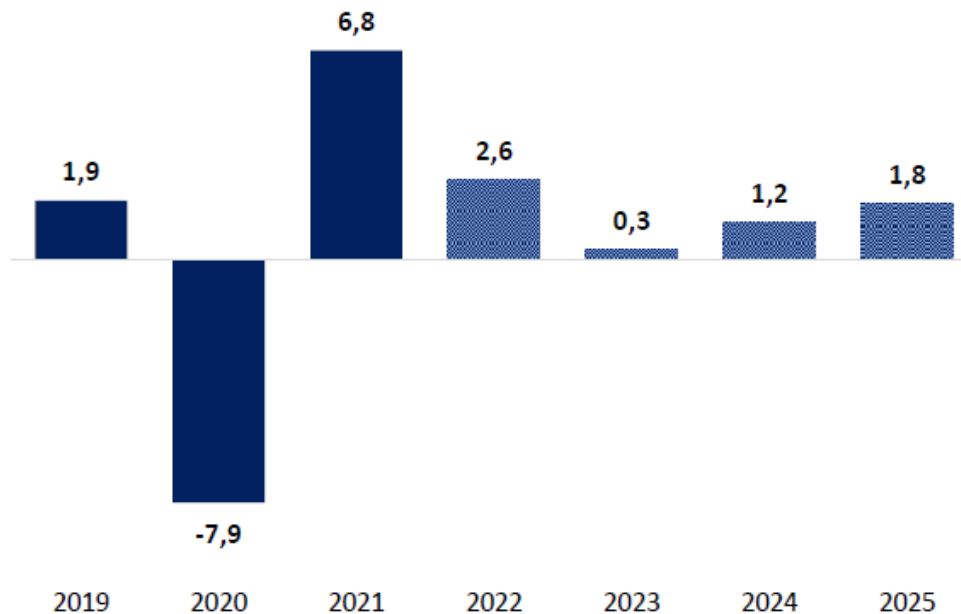
## PERSPECTIVES 2023





# NOS PRÉVISIONS ÉCONOMIQUES DE DÉCEMBRE : RÉSILIENCE, RALENTISSEMENT, REPRISE

**Prévision de croissance du PIB réel, France**  
*Croissance annuelle (%)*



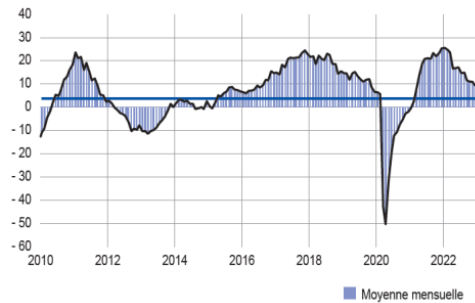
Source : Banque de France, projections macroéconomiques  
Note : les prévisions sont en barres hachurées, ou sur fond bleuté

# RÉSILIENCE DE L'ACTIVITÉ AU T4 2022, MAIS DÉGRADATION DE LA TRÉSORERIE ET ALOURDISSEMENT DES STOCKS DANS L'INDUSTRIE

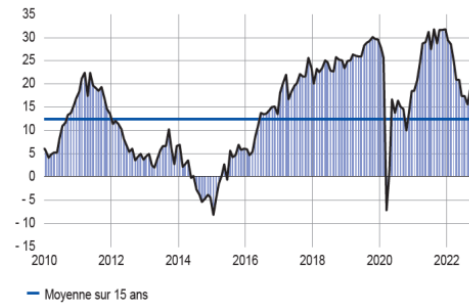
## Situation des carnets de commandes

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



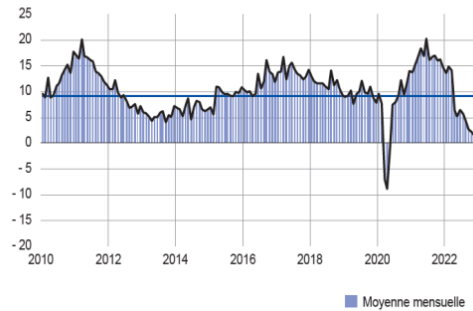
b) Dans le bâtiment



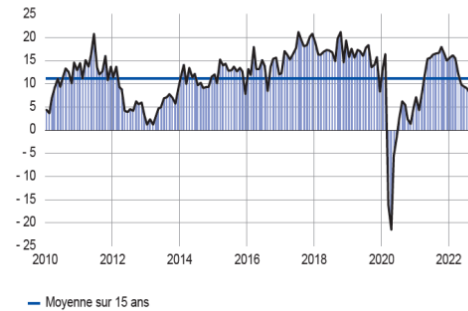
## Situation de trésorerie

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie

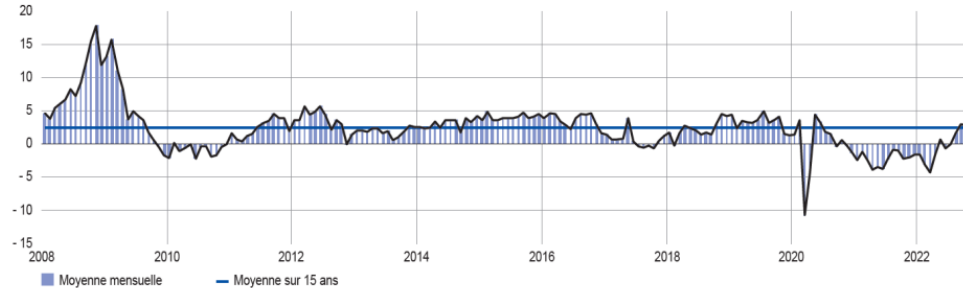


b) Dans les services marchands



## Situation des stocks dans l'industrie

(solde d'opinion CVS-CJO)

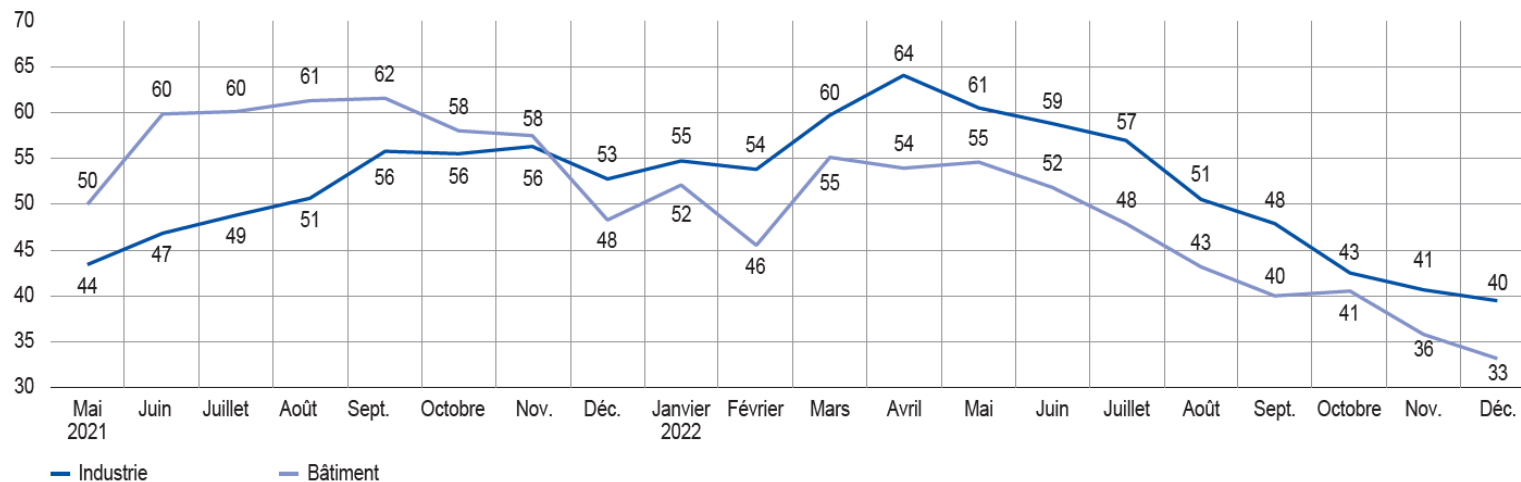


Sources : Enquête de Conjoncture de la Banque de France; dernier point : Décembre 2022

# REPLI DES DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT, MAIS PERSISTANCE DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

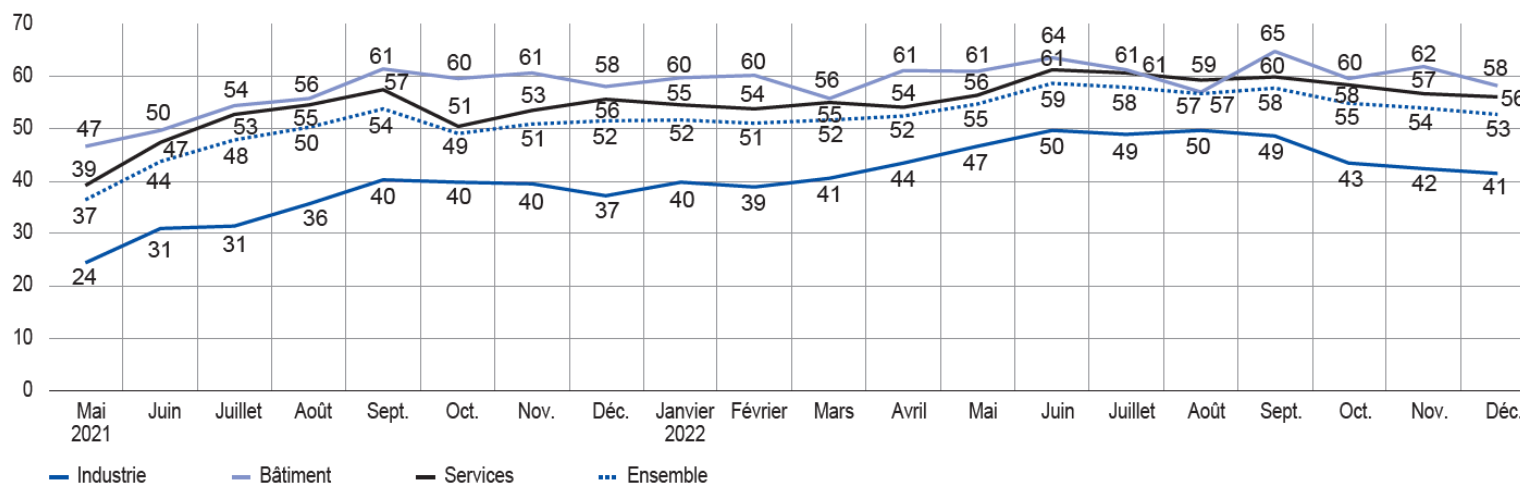
## Part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement

(en %, données brutes)



## Part des entreprises indiquant des difficultés de recrutement

(en %, données brutes)

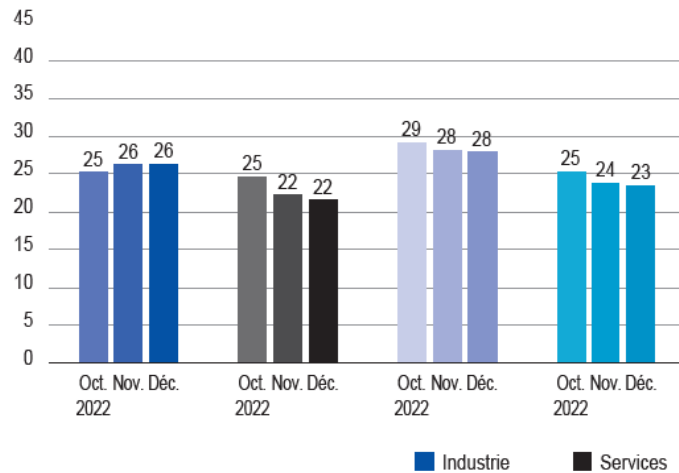


# FIN 2022 : QUEL IMPACT DE LA CRISE ENERGETIQUE ?

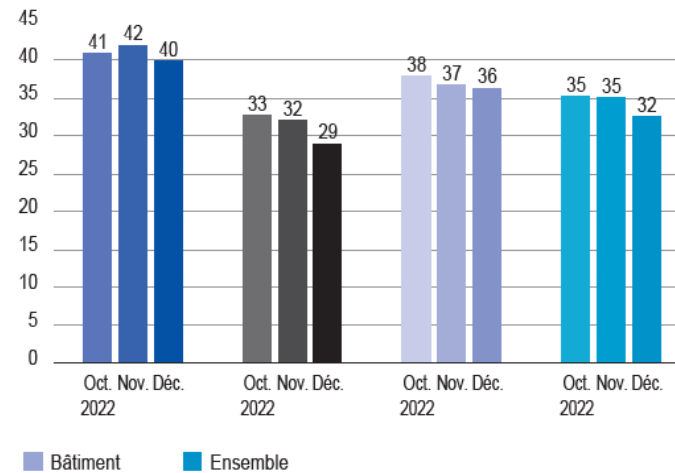
## Part des entreprises déclarant un impact significatif de la situation énergétique sur leur activité

(en % du nombre d'entreprises interrogées)

a) Activité passée



b) Activité des trois prochains mois



Note de lecture : Dans l'industrie, 26% des entreprises déclarent que la situation énergétique a eu un impact significatif sur leur activité en décembre. Pour les 3 prochains mois, 40% d'entre elles anticipent un impact significatif.

- Selon l'Enquête Mensuelle de Conjoncture (Banque de France) de décembre 2022, un peu moins du quart des entreprises indiquent que leur activité du mois passé a été affectée, une proportion à peu près inchangée depuis octobre.
- Pour les trois prochains mois, près du tiers des entreprises s'attendent à un impact (faible ou fort) sur leur activité (40 % dans l'industrie).

# L'ÉVOLUTION DU TAUX DE MARGE FACE AU CHOC DE TERMES DE L'ÉCHANGE

## Évolution du taux de marge des sociétés non financières et de ses déterminants

(croissance annuelle en %)	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de marge des sociétés non financières (SNF) <sup>a)</sup>	31,5	33,4	31,8	34,2	31,4	30,5	30,5	31,4
Déflateur de la valeur ajoutée <sup>b)</sup>	0,8	1,4	2,0	1,4	3,7	3,0	2,9	2,6
Coûts salariaux unitaires (CSU) <sup>b)</sup>	1,0	- 1,5	2,9	2,2	5,4	5,8	2,1	1,5
Productivité par tête <sup>b)</sup>	0,7	0,8	- 7,6	3,5	0,2	0,2	2,5	2,4

a) En pourcentage, en moyenne annuelle.

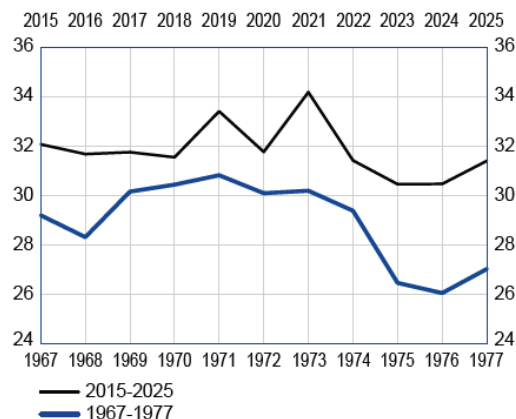
b) Dans le secteur marchand.

Note : Seules les cotisations sociales sont intégrées aux CSU au sens de la comptabilité nationale. Le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) n'a donc pas d'impact sur cet indicateur : c'est ainsi la baisse de cotisations sociales employeurs mise en place en substitution au CICE qui explique la baisse apparente des CSU en 2019.

Sources : Insee de 2018 à 2021 (comptes nationaux trimestriels du 28 octobre 2022), projections Banque de France sur fond bleuté.

### Graphique 8 : Taux de marge des sociétés non financières, comparaison avec les années 1970

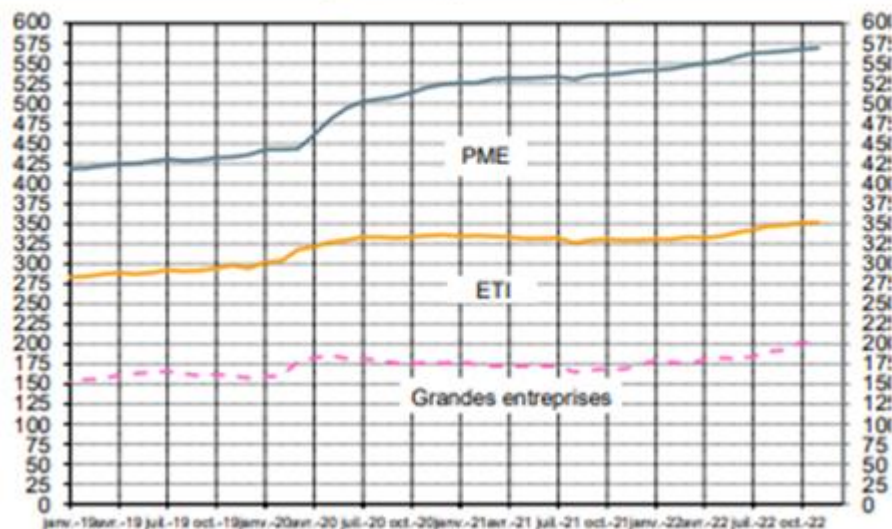
(en % de la valeur ajoutée)



Sources : Insee jusqu'en 2021, projections Banque de France à partir de 2022.

# UN FINANCEMENT DES ENTREPRISES EN FORTE CROISSANCE AVEC UNE LARGE PART DE FINANCEMENTS À TAUX FIXES

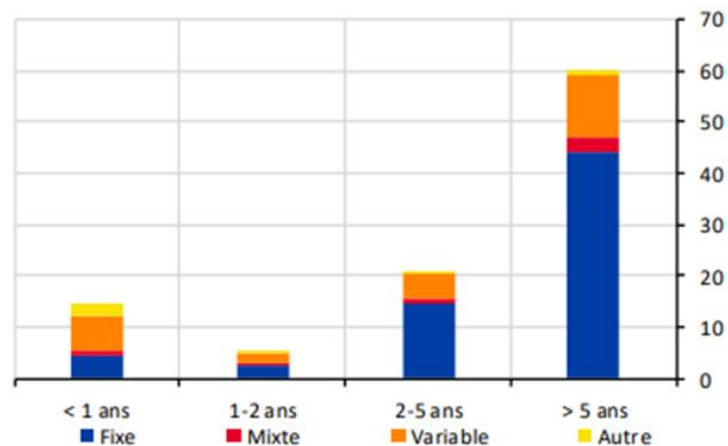
Encours de crédits mobilisés par taille  
d'entreprises (en mds €)  $\bar{W}$



Source : Banque de France-Novembre 2022

Graphique 1.44: Répartition du stock de crédit en cours par type de taux d'intérêt

$x$  : maturité résiduelle /  $y$  : pourcentage



Note : stock de crédit en cours des banques françaises aux SNF françaises, septembre 2022

Source : BCE (Anacredit)

Source : Banque de France-ERS décembre 2022



# POINTS DE VIGILANCE SUR LES ÉVOLUTIONS POUR 2023

- Les tensions sur les trésoreries des entreprises
- Les comportements de paiement : l'accroissement des retards ne doit pas être la variable d'ajustement
- Les incertitudes sur la capacité des entreprises à faire face aux remboursements des dettes bancaires, fiscales et sociales , notamment les TPE
- L'accompagnement des banques dans le financement des besoins des entreprises



# RESTRUCTURATION DES PGE PAR LA MÉDIATION DU CRÉDIT

## ACCORD DE PLACE DU 25 JANVIER 2023 DISPOSITIF PROLONGÉ JUSQU'À FIN 2023

PGE inférieur à 50 000 euros	PGE supérieur à 50 000 euros
Saisine directe par l'entreprise	Passage préalable par les conseillers départementaux à la sortie de crise.
Demande d'une attestation d'un expert-comptable ou commissaire aux comptes permettant de justifier des difficultés de l'entreprise, de leur caractère temporaire et des perspectives commerciales et financières à même d'assurer sa pérennité	
Demande de constatation d'une banque que le dossier comporte l'ensemble des documents à l'appui de la demande d'ouverture de la procédure	
Signature d'un constat d'accord unanime (entreprise, banque(s), médiation permettant de bénéficier : <ul style="list-style-type: none"><li>▪ d'un étalement supplémentaire de 2 à 4 ans du PGE</li><li>▪ d'une possibilité de différé en capital de 6 mois au plus du PGE</li><li>▪ d'une absence de prime de garantie pour le PGE sur la durée supplémentaire</li><li>▪ d'un étalement des autres crédits bancaires</li><li>▪ d'un maintien des financements à court terme</li></ul>	



# **ANNEXES**



# LA DETTE NETTE DES SNF FRANÇAISES EST EN HAUSSE DEPUIS FIN 2021 SOUS L'EFFET D'UN RECOURS ACCRU AU CRÉDIT BANCAIRE ET DE LA BAISSÉ DE DÉTENTION DES OPC MONÉTAIRES,

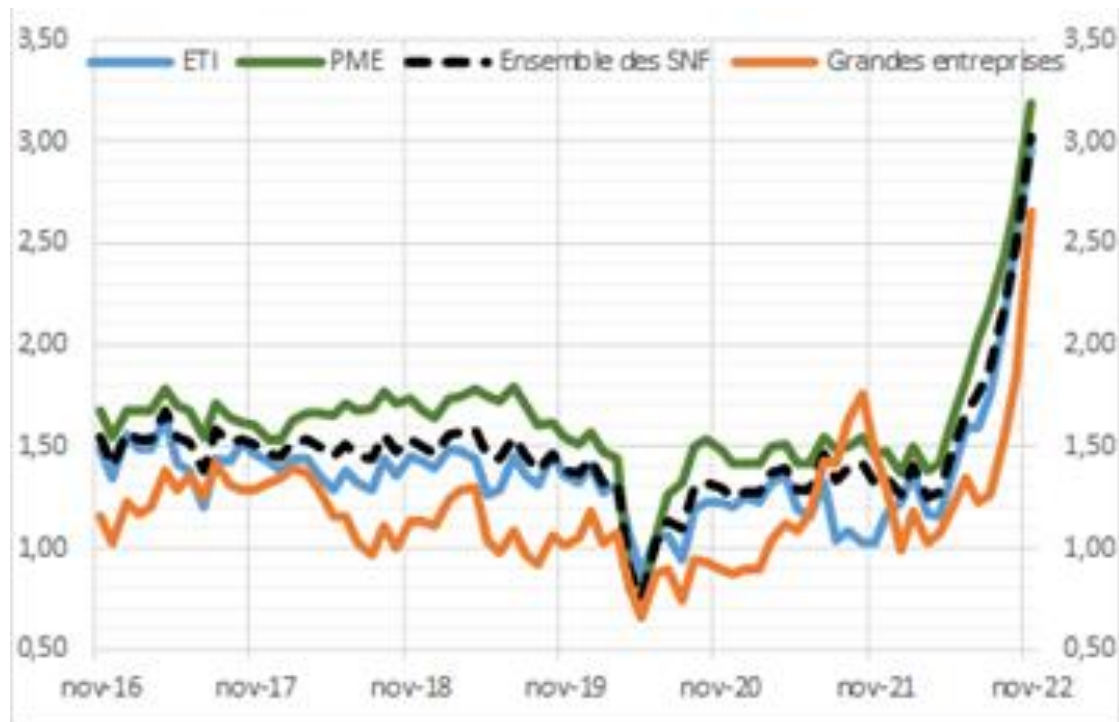
## Trésorerie, dette brute et dette nette des SNF (En GEUR, CVS)

		2019	2020	2021	2022	
		Flux annuel	Flux annuel	Flux annuel	Flux janv-nov 2022	Encours fin novembre <sup>a)</sup>
<b>Trésorerie</b>	<b>(1)</b>	<b>40</b>	<b>204</b>	<b>24</b>	<b>-25</b>	<b>884</b>
Dépôts bancaires	(a)	55	171	38	4	840
OPC monétaires		-15	33	-14	-29	44
<b>Dette brute</b>						
	<b>(2)</b>	<b>90</b>	<b>218</b>	<b>52</b>	<b>67</b>	<b>2 011</b>
Crédits bancaires	(b)	52	141	44	84	1 325
Titres de créance		39	77	8	-17	686
<b>Dette nette</b>						
	<b>(2)-(1)</b>	<b>50</b>	<b>14</b>	<b>28</b>	<b>92</b>	<b>1 127</b>

(a) La somme des flux peut différer de la variation d'encours en raison d'effets de valorisation

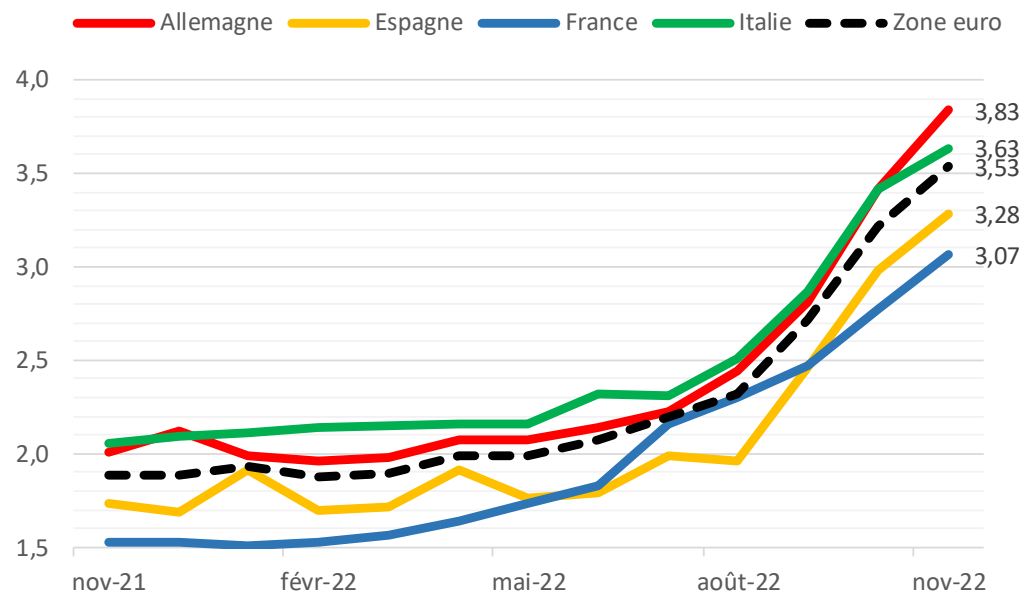
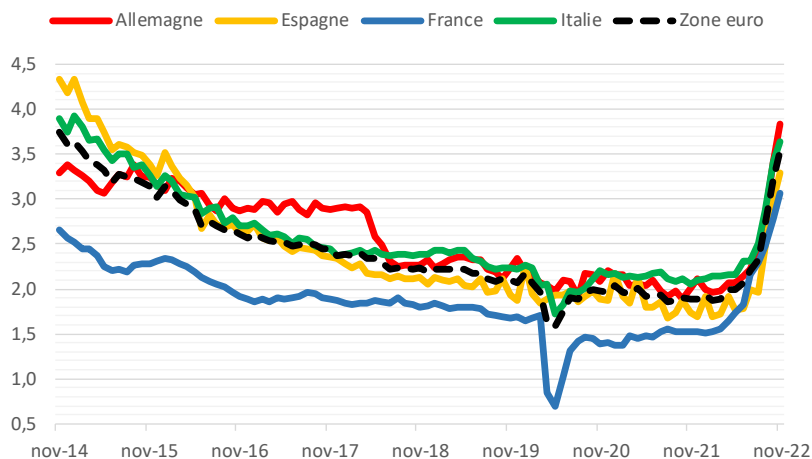
(b) Chiffres provisoires

# TAUX DES CRÉDITS NOUVEAUX AUX SNF : REMONTÉE POUR TOUTE LES TAILLES DEPUIS LE DÉBUT 2022

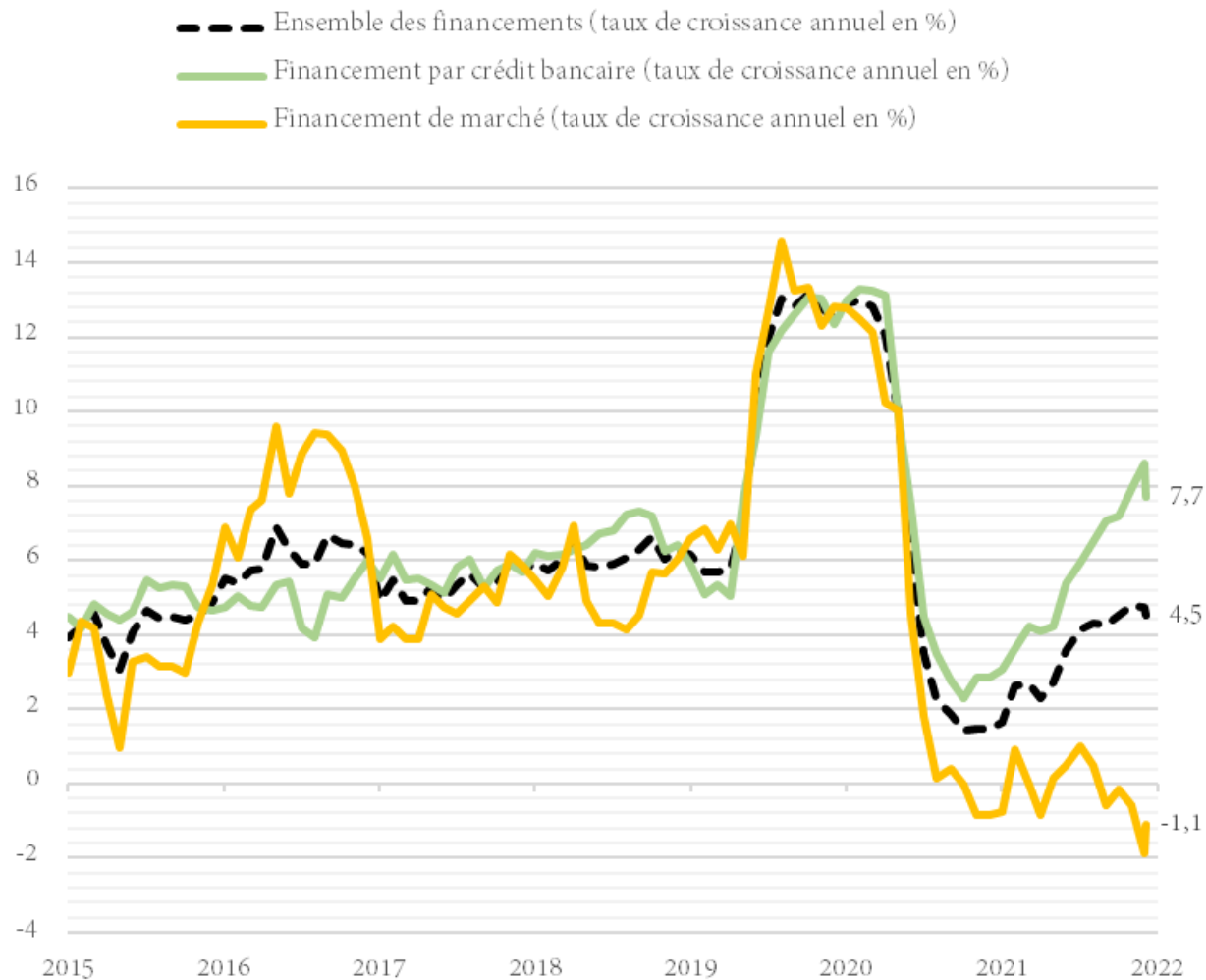


# LA PROGRESSION DES TAUX D'INTÉRÊT POUR LES CRÉDITS DE MOINS DE 250K€ EST LÉGÈREMENT MOINS RAPIDE EN FRANCE QUE DANS LE RESTE DE LA ZONE EURO

*Taux d'intérêt des crédits de moins de 250k€ dans la zone euro*



# CROISSANCE DYNAMIQUE DU FINANCEMENT DES ENTREPRISES PAR CREDIT BANCAIRE ET ÉMISSIONS DE TITRES : +4,5% EN 2022



Source: Banque centrale européenne